

mag #27

résolument Jeunes ⇌

Belgique - België
P.P.
1099 BRUXELLES 1
1/1844

Réseau Socialiste des Organisations de Jeunesse

Ensemble

01

pour de nouvelles solidarités



Édito : Ensemble pour de nouvelles solidarités <i>Yonnec Polet</i>	05
Le décret Organisations de jeunesse : un bel exemple de législation participative <i>Marc Tarabella</i>	06
Carte blanche à : Pour la solidarité <i>Denis Stokkink</i>	10
Sortir de la crise et mondialiser le Travail Décent : il est temps d'enfoncer le clou ! <i>CNCD</i>	14
Colombie : la palme du travail indécemment <i>Solidarité Socialiste</i>	18
Un danger sans précédent, une opportunité historique	22
Historique de la « Responsabilité de protéger » <i>CNAPD</i>	25
Carte blanche à : Dor hashalom <i>Comité de Dor hashalom</i>	28
Comment les jeunes d'aujourd'hui construisent-ils leur sexualité ? <i>Latitude Jeunes</i>	32
Crise en thème ! <i>For'J</i>	34
Les Faucons Rouges : bien plus qu'un mouvement de jeunesse ! <i>Faucons Rouges</i>	38
Agenda Jeunes FGTB	43



Comité de rédaction

Rédacteur en chef
Alain Detilleux

Président
Yonnec Polet

Secrétaire générale
Despina Euthimiou

Coordinatrice de projets
Cynthia Lesenfants

Détaché pédagogique
Fabrice Dereppe

Infographie et Mise en pages
Alain Detilleux

Documentation
Despina Euthimiou

Secrétariat
Marielle Delbaere

Éditeur responsable
Yonnec Polet

Rédaction de Résolument Jeunes
Ré.S.O.-J asbl
(Réseau Socialiste des Organisations de Jeunesse)
15|3 Bd de l'Empereur - 1000 Bruxelles

T. 02|513 99 62
F. 02|502 49 47
info@resoj.be
www.resoj.be

Les propos tenus dans les textes relèvent de l'entière responsabilité de leurs auteurs.

Nous remercions sincèrement tous les intervenants extérieurs qui ont apporté leur contribution à ce numéro.
La Rédaction

**Ensemble pour de nouvelles solidarités**

La crise actuelle va encore aggraver une situation déjà très difficile pour nombre de nos concitoyens. Avec les annonces de nouveaux licenciements, de restructurations, de fermetures ou de délocalisations, les travailleurs sont inquiets pour leur avenir. Selon les chiffres recueillis par la FGTB sur le terrain, on compte 24.494 licenciements annoncés entre janvier 2008 et mai 2009. Le nombre de travailleurs en chômage temporaire a augmenté de 97,38 % entre avril 2008 et avril 2009. Le nombre de jours de chômage temporaire a, lui, pour la même période, augmenté de 150,79 %.

Ne pensons pas que la situation avant la crise était rose pour autant. Bon nombre de personnes à Bruxelles et en Wallonie vivent des situations de grande détresse sociale. On y constate un accroissement sensible des demandes d'intervention pour les soins de santé, y compris par des personnes qui ne peuvent bénéficier du Revenu d'intégration (minimex ou équivalent). Nombre de personnes par ailleurs ont fait une demande de remboursement des médicaments auprès de leur CPAS. Face à la crise du logement, les CPAS sont de plus en plus sollicités pour permettre le paiement de garanties locatives. Autre signe de fragilité sociale accrue : l'augmentation du nombre de bénéficiaires d'une aide pour se chauffer et s'éclairer un minimum. Tout laisse à craindre que cette situation s'aggrave encore dans les semaines à venir.

À la source de cette crise, on pointe du doigt le creusement des inégalités de richesses, en particulier aux États-Unis. Dans un contexte d'augmentation des inégalités, l'endettement des ménages aurait été le moyen pour maintenir la consommation, la demande et donc les profits des entreprises. Les gens sont incités à s'endetter pour maintenir leur niveau de vie. Nouvelle contradiction du capitalisme anglo-saxon qui d'un côté cherche à comprimer les salaires alors que dans le même temps, il cherche à vendre à ceux là mêmes qu'il prive d'un revenu décent. En Belgique, la part des salaires dans le PIB a fortement chuté, passant de 57 à 51 % depuis 1981. La rémunération des salariés n'a cessé de diminuer par rapport aux autres revenus et la réforme fiscale n'a rien fait pour corriger cela.

Que la crise soit liée à l'augmentation des inégalités et au mode de croissance des trente dernières années n'est pas une loi de la nature. C'est une idéologie poussant au profit immédiat qui en est la cause ; les libéraux faisant le choix politique de préconiser tant et plus le laisser-faire sur les marchés financiers. La dérégulation financière, la croissance du crédit et l'énorme concentration de richesses qui en a résulté a donné à la finance un poids économique et politique sans précédent. Protégé, voire encouragé, le secteur financier s'est lancé à corps perdu dans des investissements des plus en plus hasardeux et des montages financiers de plus en plus risqués.

La crise actuelle doit être l'opportunité d'une réflexion sur le modèle de société que nous souhaitons. Un modèle donnant le primat au politique, avec un secteur financier qui prenne moins de place dans le système économique et politique ou le modèle néolibéral, fait de libéralisation et de dérégulation qui nous a mené droit à la crise ? Mon choix est fait, je choisis la première option. Mais il faut faire vite. L'on ne se saurait attendre. L'Organisation Internationale du Travail (OIT) annonce déjà 25 millions de chômeurs supplémentaires dans les pays industrialisés. Que dire de la passivité du Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, ou de la Chancelière allemande, Angela Merkel, qui estiment que la crise est passagère et que les mesures prises sont suffisantes. C'est pourtant de mesures exceptionnelles que nous avons besoin. Investir dans l'économie verte et de la connaissance, lancer des travaux d'infrastructures, des grands chantiers en faveur de l'enseignement, pérenniser les services publics, réguler les marchés financiers...

Dans ce contexte difficile, il nous semblait pertinent de consacrer ce numéro de Résolument Jeunes à la crise et son impact, ici et ailleurs. Son impact sur la citoyenneté, sur la politique de développement, ou encore sur la politique européenne.

Alors qu'en période de crise vient rapidement le réflexe de se tourner vers les anciens pour dernier recours, j'aimerais que l'on fasse également confiance à la jeunesse. Cette jeunesse des quartiers qui rêve d'un avenir meilleur que le passé de ses parents, alors que c'est tout le contraire qui les attend. Parce que c'est là également que se joue notre avenir. Rappelons-nous que la pauvreté et la misère nourrissent les extrémismes et sont les premières causes de conflit.

Les échéances électorales régionales et européennes du 7 juin approchent, nous avons là une fenêtre d'opportunité pour proposer un autre modèle de développement économique et de répartition de la richesse. On ne pourra donc se contenter d'un simple retour à la situation antérieure. Trop de gens souffraient déjà de précarité.

À nous de construire une économie au service de l'homme, plus verte, et qui réponde aux besoins du futur. Voilà pourquoi je suis socialiste et que je choisirai toujours la solidarité et la redistribution et le respect de la dignité humaine. Et toujours, chevillée au cœur, l'envie de changer la société.

Yonnec Polet
Président de Ré.S.O.-J
05.2009

Le décret organisation de jeunesse : un bel exemple de législation participative !

Peu après mon entrée en fonction en tant que Ministre de la Jeunesse, j'ai souhaité rencontrer personnellement les différentes composantes du secteur des organisations de jeunesse. Ainsi, j'ai pu m'entretenir avec, entre autres, des représentants du Ré.S.O.-J. Ces derniers, comme d'autres représentants de confédérations ou coordinations d'organisations de jeunesse, m'ont fait part de leurs attentes par rapport à la réforme du décret sur les organisations de jeunesse. Ce chantier-là était ouvert depuis de nombreuses années et il devenait urgent de pouvoir transformer l'essai.

Pourtant, le décret sur les organisations de jeunesse du 20 juin 1980 n'avait jamais pu être appliqué à 100 % faute de moyens : l'élaboration d'un nouveau cadre décretal applicable et surtout adapté aux attentes des jeunes d'aujourd'hui en matière d'engagement s'avérait indispensable.

Par ailleurs, il fallait d'urgence réinvestir dans des associations qui étaient sous-financées depuis de trop nombreuses années. Je me suis donc battu pour obtenir des moyens supplémentaires pour l'ensemble des organisations de jeunesse. Ma demande a été finalement entendue au sein de la majorité et un refinancement de plus de 3 millions d'euros a pu être engrangé en 2009.

Pour être un succès, la réforme du « décret OJ » devait être portée par tout le secteur. Il n'était pas, à mon sens, envisageable de faire une réforme qui allait contre la volonté d'une partie des organisations de jeunesse. Je voulais absolument éviter de laisser quelqu'un sur le côté. Si réforme il y avait, il fallait qu'elle soit dans l'intérêt de tous. J'ai donc fait le choix d'avoir confiance en la maturité du secteur et en sa capacité à transcender ses propres clivages. Cela ne s'annonçait guère aisé au vu de la diversité et de l'hétérogénéité dudit secteur. Jeunesse politique, opérateur de formation, association étudiante, mouvement dit « foulards », organisation œuvrant à promouvoir les relations nord-sud, etc. : autant de projets variés avec des sensibilités et des méthodes différentes. J'ai mis tout le monde autour de la table et j'ai

fait part de ma volonté d'arriver à un nouveau décret équilibré et concerté.

Après 14 réunions (dont la dernière au finish qui s'est prolongée plus de 20 heures !) au cours desquelles le nouveau décret a été âprement négocié avec les représentants de la Commission Consultative des Organisations de Jeunesse, cette dernière a marqué son accord sur le contenu du texte qui a finalement été voté au parlement de la Communauté française en mars dernier.

Ce texte comporte différentes avancées pour les organisations de jeunesse. Outre qu'il permet de concrétiser le refinancement du secteur en augmentant globalement les subsides aux associations de plus de 30 %, le décret apporte les changements suivants : une simplification administrative, une pérennisation des moyens, une meilleure adaptation des moyens humains et financiers, un encouragement à des activités spécifiques...

Par ailleurs, les Organisations de Jeunesse bénéficieront désormais d'un financement forfaitaire qu'elles pourront gérer en toute autonomie dans le respect de critères bien définis, et ce alors qu'auparavant, les conditions de reconnaissance et d'octroi des subventions étaient difficiles à appliquer et engendraient une lourdeur administrative excessive.

Pour ce faire, les Organisations de jeunesse devront rentrer un plan quadriennal reprenant leurs objectifs et les actions qu'elles envisagent. C'est sur base de ce plan qu'elles seront assurées d'un financement pour 4 ans.

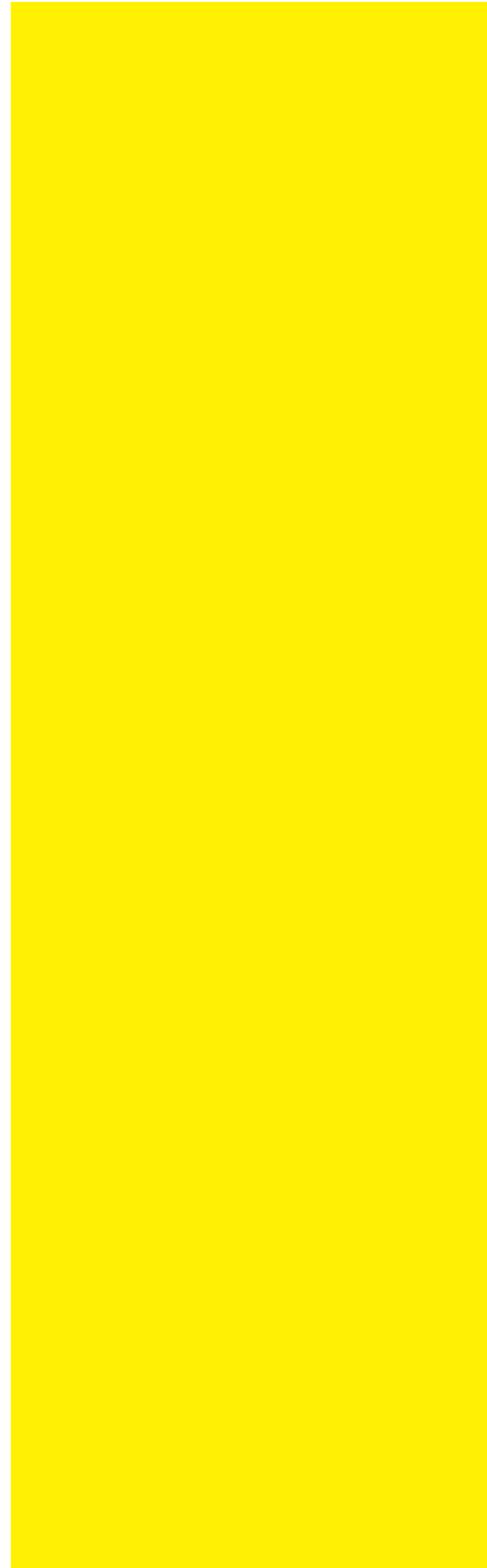
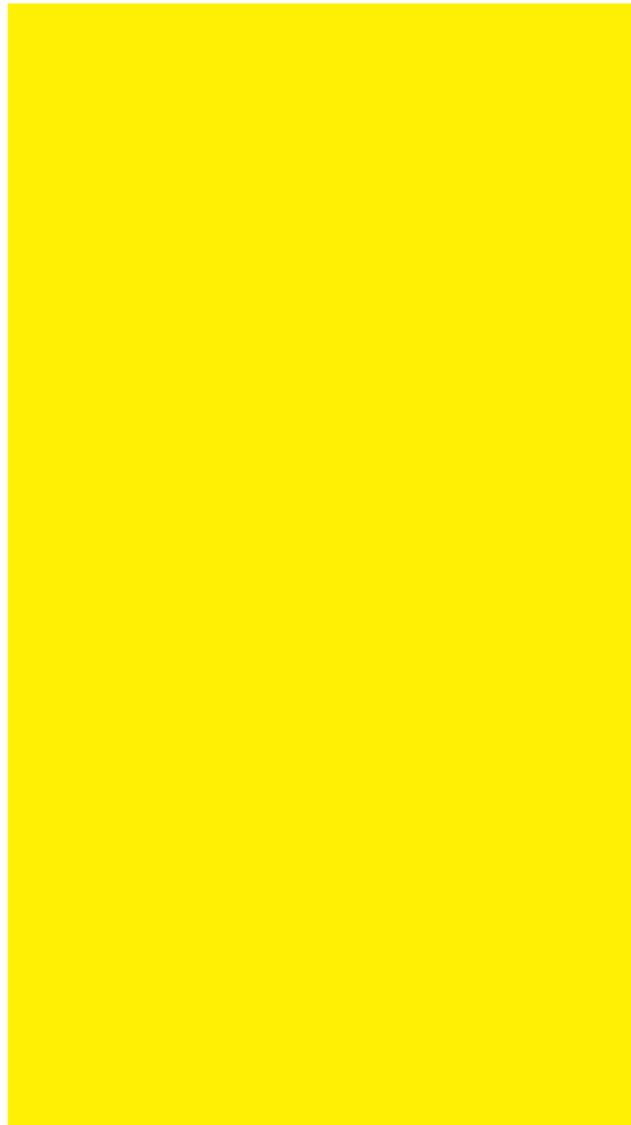
De plus, les organisations de jeunesse bénéficieront de plus de souplesse quant à la justification et l'utilisation de leur subvention. En fonction du nombre de membres, des activités qu'elles comptent déployer, du nombre de travailleurs qu'elles emploient, elles obtiendront des financements qui correspondent mieux au nombre et au type d'activités qu'elles développent.

Enfin, les actions d'interpellation ou de lutte contre les mouvements extrémistes, la sensibilisation à la participation citoyenne et à la démocratie, des actions d'éducation des jeunes aux médias, des animations dans les écoles... voilà une série d'activités qui bénéficieront de financements spécifiques complémentaires.

Pour conclure, je souhaite, une nouvelle fois, saluer l'apport démocratique des organisations de jeunesse. Il est évident que les jeunes qui apprennent à gérer des projets associatifs, à faire preuve de solidarité dans leur démarche sont des personnes qui, dans leur vie d'adulte, seront capables d'adopter et de reproduire les comportements positifs acquis au sein de ces organisations de jeunesse. En élaborant ce décret bénéfique pour l'ensemble du secteur, j'aurai très modestement contribué à la réalisation de l'idéal de Jaurès, c'est-à-dire favoriser l'avènement de «la démocratie jusqu'au bout».

Marc TARABELLA

Ministre de la Jeunesse
et de l'Enseignement de Promotion Sociale



Carte blanche à : Pour la Solidarité

Développement durable et solidarité
au service d'une nouvelle croissance européenne



La crise financière et ses conséquences sociales inquiétantes nous ont dévoilé la fragilité, voire les limites, du système économique et financier en vigueur. Il n'est plus possible que les marchés financiers gouvernent notre économie au détriment de l'intérêt général européen. Il en va du bien-être de tous. Pourtant, l'idée d'un grand chantier économique ne semble pas encore avoir frappé les esprits des décideurs politiques européens. **Il est donc urgent de donner de la voix en se rassemblant autour d'un projet commun pour bâtir une croissance européenne durable et solidaire!**

Cette construction ne se fera, certes, ni en un jour, ni sans une vision économique à long terme. Il est dans l'intérêt de tous de développer une croissance économique européenne viable, saine et durable. **C'est dans cette perspective que le collectif de signataires du Manifeste européen «Pour une croissance durable et solidaire au service d'une richesse partagée»¹ appelle les autorités publiques, aussi bien européennes, nationales, que régionales et locales à bâtir un modèle conjoint d'économie verte, sociale et solidaire.**

Sans équivoque, il est nécessaire de créer un gouvernement économique européen pour obliger les marchés financiers à servir l'économie réelle. Mais on ne peut s'arrêter là. **Il faut redonner un rôle prépondérant aux citoyens, car ils sont à la base de l'économie en étant à la fois producteurs et consommateurs.** Ce sont eux les principaux acteurs économiques qui pourront rebâtir une croissance durable. N'oubliant pas que l'économie

¹ | Manifeste consultable sur www.pourlasolidarite.be/fr/TELEX/Decembre2008/Manifeste_croissance.pdf

de marché fonctionne selon le principe de l'offre et de la demande, **le modèle proposé place la cohésion sociale comme un moteur essentiel et non comme une conséquence de la croissance** pour relancer conjointement et de manière durable la production et la consommation.

Créatrice d'emplois et d'un fort dynamisme économique, l'économie verte ouvrira la porte à une meilleure qualité de vie. À cette fin, un appel est lancé aux investissements publics «verts» et responsables dans les secteurs du logement, de l'alimentation et du transport, et dans la recherche et l'innovation. Ainsi, l'Union européenne pourra devenir le précurseur d'une révolution environnementale, rester compétitive et être un acteur majeur dans le monde. Toutefois, seule, l'économie verte ne pourra suffire. **Par une redistribution juste des richesses et un revenu décent pour tous,** pour ne pas dire un meilleur pouvoir d'achat, **une économie plurielle, plaçant l'humain au cœur de ses préoccupations, relancera la consommation. Vectrice de progrès social, elle améliorera également le bien-être des travailleurs et leur productivité.** Le changement ne pourra être amorcé que par une intervention publique forte. Il faut d'ores et déjà compter sur un important soutien public aux systèmes de santé et d'éducation, sur des politiques de renfort au secteur de l'économie sociale et aux petites et moyennes entreprises (PME), sur la promotion de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), sur des politiques de diversité dans l'entreprise, etc. Par ailleurs, **la croissance ne pourra être entièrement durable et solidaire sans favoriser l'épargne solidaire, les investissements socialement responsables et les fonds de pension durables, autrement dit la finance éthique et responsable.**

Pourquoi ne pas dépasser la crise de manière durable et entrer dans une nouvelle ère de croissance à long terme? Pourquoi ne pas tenter un modèle qui repose, en plus d'une réglementation financière stricte, sur une économie plurielle soucieuse de développement économique, de progrès social et de qualité environnementale, en collaboration étroite avec les pays émergents et en développement? Construisons ensemble une croissance européenne durable et solidaire.

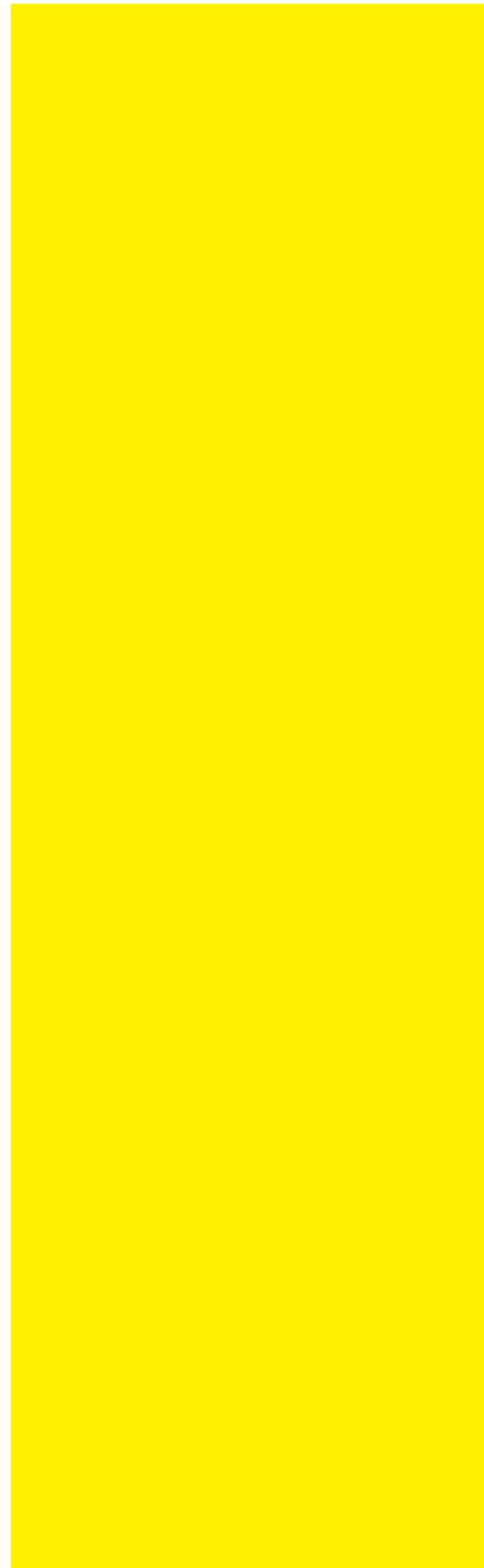
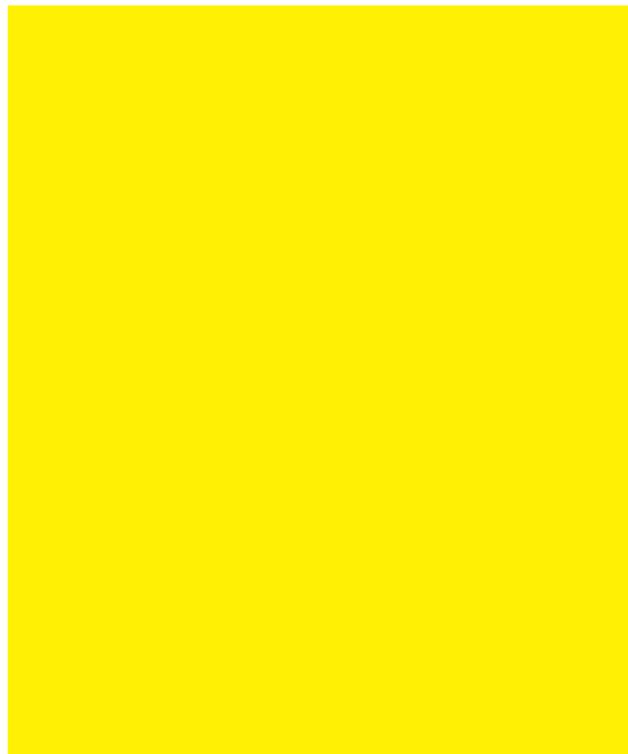
Denis Stokkink

Président du Think Tank européen Pour la Solidarité
et un collectif européen de signataires, parmi
lesquels :

Yonnec Polet, Président du Ré.S.O.-J et membre du bureau du PS, **Despina Euthimiou**, Secrétaire Générale du Ré.S.O.-J, **Jacques BASTIN**, Directeur de Solidarité Socialiste (Belgique), **Jean-Pascal LABILLE**, Secrétaire général de la mutualité Solidaris (Belgique), **Monique CHALUDE**, Présidente d'Amazone (Belgique), **Alain COHEUR**, Président de Social Economy Europe, **Jean CORNIL**, Député fédéral belge du PS (Belgique), **Jean-Marc DELIZÉE**, Secrétaire d'État à la lutte contre la pauvreté (Belgique), **Olivier GAILLARD**, Directeur, Transmission (Belgique), **Alain HUTCHINSON**, Député européen PSE (Belgique), **Jamal IKAZBAN**, Échevin à Molenbeek (Bruxelles), membre du Bureau du PS (Belgique), **Karine LALIEUX**, Députée fédérale PS (Belgique), **Robert PLASMAN**, Professeur d'économie, Directeur du DULBEA (Belgique), **Simone SUSSKIND**, Membre du bureau du PS (Belgique), **Grégor CHAPELLE**, Échevin du travail à Forest (Bruxelles, Belgique), **Pervenche BERES**, Députée européenne PSE (France), **Ignace GLORIEUX**, Professeur de Sociologie à la VUB (Belgique), **Marc VANDERCAMMEN**, Directeur général du CRIOC (Belgique).

Information: Vous pouvez signer le Manifeste européen en envoyant un mail à :
denis.stokkink@pourlasolidarite.eu

12



13

Sortir de la crise et mondialiser le Travail Décent : il est temps d'enfoncer le clou !



En 2008, la campagne «Travail décent, vie décente» était lancée à Esperanzah!, sous la coordination du CNCD-11.11.11. Magnifique occasion d'une première approche du travail décent avec un slogan coup de poing «les travailleurs ne sont pas des outils» et un visuel très choc de boîte à outils «humaine». Effet garanti. Succès à l'appui. Malheureusement enjeu tellement vrai. Et défi déjà immense. Encore amplifié, quelques semaines plus tard, par la crise. Financière d'abord, économique ensuite, et fatalement sociale, enfin. En 2009, à partir d'Esperanzah!¹, le CNCD-11.11.11 et la coalition belge pour le travail décent² – dont Ré.S.O.-J est acteur – remettent le couvert et amplifient leur message. Pour l'occasion il y sera donné un nouveau coup d'envoi sous le leitmotiv «pour que les travailleurs ne soient plus des outils, il est temps d'enfoncer le clou». En d'autres mots, passons à l'action! En effet, le travail décent peut être une réponse adéquate et durable à la crise financière et économique qui frappe la planète entière de plein fouet. Encore faut-il que nos représentants

1| Le festival Esperanzah! se tient à l'Abbaye de Floreffe (Namur) du 31/07 au 02/08/2009. Pour l'occasion, la «cour aux possibles» sera investie par syndicats et associations – dont Ré.S.O.-J – qui proposeront aux festivaliers un parcours ludico-pédagogique pour appréhender les enjeux du travail décent et le besoin de régulation des acteurs privés.

www.esperanzah.be

2| La coalition belge pour le travail décent est coordonnée, du côté francophone, par le CNCD-11.11.11 et composée de: CSC, CGSLB, FGTB, Oxfam Solidarité, Oxfam-Magasins du Monde, Solidarité mondiale, Solidarité Socialiste, Campagne Vêtements Propres, CIRé, Le Monde selon les Femmes, Réseau financement alternatif, CADTM, GRESEA, et bien évidemment Ré.S.O.-J.

www.travaildecent.be

politiques le veillent...
À nous de jouer, camarades.

Crise systémique

Alors que des centaines millions de «*working poors*» – salariés, agriculteurs, travailleurs du secteur informel, sans emploi – paient directement la crise via chômage économique, endettement ou encore expulsion de logements, les dirigeants des grands groupes financiers et des grandes entreprises transnationales se voient octroyer «bonus» et «parachutes dorés». À la maximisation des profits répond ainsi l'exploitation des travailleurs. Et l'explosion des inégalités. C'est tout un système de course aux profits sans limite qui s'effondre sous nos yeux. C'est une crise systémique et mondiale. La crise des pays industrialisés débouche sur une grave crise économique et sociale dans les pays en développement, pourtant déjà frappés depuis des mois par la crise alimentaire. Cette crise touche Nord et Sud. Nous sommes toutes et tous, damnés de la terre, forçats de la faim, dans la même galère, camarades.

Au commencement il était

L'origine de la crise qui secoue la planète financière provient des tristement célèbres crédits «*subprimes*», ces crédits hypothécaires à taux variables octroyés aux ménages pauvres américains. Ce sont donc ces millions de «*working poors*», ces travailleurs en majorité hispaniques et noirs qui ne gagnent pas suffisamment pour vivre décemment, qui ont bien malgré eux amorcé la tornade financière actuelle. Ils se sont laissés séduire par les courtiers leur assurant que les crédits «*subprimes*» leur permettraient de devenir propriétaires d'un logement malgré leurs faibles revenus. Ces courtiers ont ensuite revendu ces crédits aux banques d'investissement qui ont transformé le tout en titres financiers complexes disséminés sur les marchés financiers internationaux. En définitive, la crise financière qui a découlé de l'effondrement du marché immobilier est le symptôme de la faillite d'un modèle de développement fondé sur l'autorégulation du marché et le dumping social au profit d'une sphère financière en quête de rendements sans cesse croissants. Effet domino. Économie casino. Quand le système s'enrhume, c'est nous les travailleurs qui payons, camarades.

Concurrence à tous les étages

La pression à la baisse sur les salaires et les revenus, dont sont victimes les travailleurs du monde, est la

conséquence de quatre grandes mutations du dernier quart de siècle. Libéralisation des mouvements de capitaux internationaux et déréglementation des marchés financiers. Doublement de la main-d'œuvre mondiale suite à l'ouverture d'économies émergentes à forte démographie. «Actionnarisation» accrue des entreprises transnationales (fonds de pension, compagnies d'assurance et autres fonds d'investissement). Révolution informatique, fragmentation de la chaîne de production des entreprises aux quatre coins du monde et systématisation de la sous-traitance. Résultats? Course à la compétitivité mondiale et mise en concurrence des États et travailleurs du monde entier par les stratégies des firmes en quête de moindres coûts pour chacune des fonctions du processus de production. Dans cette machine-monde, nous sommes les esclaves des temps modernes, camarades.

Les travailleurs sont des outils

Selon cette logique, pour chaque maillon de la chaîne, tout chef de firme transnationale s'interroge en permanence sur les fonctions à sous-traiter ou à délocaliser pour doper la valeur boursière de sa firme. Il en découle un dumping social généralisé. Les entreprises cherchent donc des travailleurs «full option» dans un environnement très «business friendly». D'une part, les gouvernements tentent d'attirer les entreprises en leur proposant des avantages fiscaux et de faibles cotisations sociales. D'autre part, les syndicats se retrouvent confrontés à des patrons répondant à des impératifs dictés dans des sphères supérieures et sont victimes du chantage à l'emploi: ou vous acceptez mes conditions ou je délocalise! Pourtant, si les délocalisations du Nord vers le Sud motivées par des réductions de coûts sont réelles, leur impact sur l'emploi au Nord est limité. Mais bien plus dévastatrice sur l'évolution des salaires et des conditions de travail est la «capacité» qu'ont les firmes à délocaliser. Cela leur octroie un pouvoir de négociation qui leur permet de diminuer la part des coûts salariaux, d'augmenter les profits financiers, bref d'instrumentaliser les travailleurs à leurs profits. Les travailleurs du monde sont en fait victimes d'un même système, au Nord comme au Sud. Nous sommes des outils à profits, camarades.

Mondialiser le travail décent

Il faut donc sortir de la crise. Or pour en sortir durablement, les gouvernements ne peuvent se limiter à éteindre l'incendie financier à court terme en socialisant les pertes des banques et des entreprises.

Il faut surtout définir un nouveau système de régulation internationale et promouvoir un modèle de développement fondé sur la mondialisation du travail décent. Le travail décent est un concept créé en 1999 par l'OIT. Il s'appuie sur un quatuor indissociable: garantir un emploi librement choisi, suffisamment rémunéré, accompagné des droits syndicaux et doté d'une protection sociale. Il représente donc une sorte de «plancher universel» pour fixer des limites à la course à la compétitivité mondialisée. Ce sont là les conditions de base à garantir à tout citoyen du monde pour éviter que les travailleurs ne prennent la forme d'outils au service de la sphère privée, qu'elle soit économique ou financière. En deux mots, le travail décent doit être à la base de la refonte du système dans un nouveau paradigme, où la sphère financière est au service du développement humain et où la mondialisation est à finalité humaine. Renversons les mécanismes, camarades.

Réguler les acteurs privés

Ce nouveau paradigme, dont une des pierres angulaires est la mondialisation du travail décent, doit avoir à cœur de réguler les acteurs privés que sont les entreprises transnationales et les opérateurs financiers afin que leurs activités permettent un développement durable, humain et solidaire. Et cela passe par de la régulation à tous les étages. Du local au global, en passant par le régional. Réguler les acteurs privés, c'est accepter de subordonner les politiques commerciales et d'investissement au respect de normes internationales du travail de l'OIT et rendre contraignant le respect de ces normes par les entreprises transnationales et leurs filiales. Réguler les acteurs privés, c'est réguler le système financier international afin d'impulser des politiques créatrices d'emplois décents. Réguler les acteurs privés passe par des instruments et mécanismes légaux que les gouvernements nationaux, régionaux et internationaux doivent réfléchir, écrire, adopter et implémenter. Répartissons équitablement les fruits de notre travail, camarades.

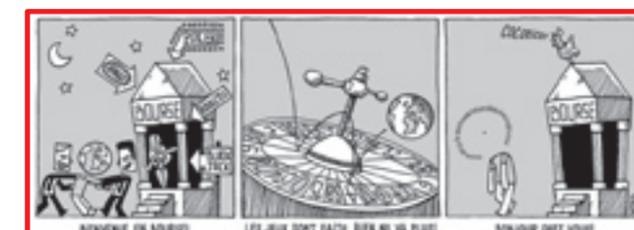
Il est temps d'enfoncer le clou

Or ces acteurs politiques, qu'ils soient gouvernements ou parlements, c'est à nous de les faire infléchir. Raison pour laquelle le travail décent est promu par une campagne internationale «Decent work, decent life»³ lancée en janvier 2007 au forum Social Mondial de Nairobi, et depuis 2008 en Belgique par la coalition pour le travail décent. L'agenda pour le travail décent représente une boussole utile pour les gouvernements en quête d'une sortie durable de la crise. À nous de les faire infléchir! Et comme cela prendra du temps, il va falloir taper plusieurs fois pour enfoncer le clou! À commencer par Esperanzah! À continuer par les mobilisations autour du 7 octobre, journée internationale du travail décent! Enfonçons le clou, camarades.

Alexandre Seron

Chargé de recherche au CNCD-11.11.11 et coordinateur de la campagne «Travail décent, vie décente»

3| Cette campagne est composée de: Confédération syndicale internationale (CSI), Confédération Européenne des Syndicats (CES), SOLIDAR, Global Progressive Forum et Social Alert.
www.decentwork.org



Colombie : La palme du travail indécant

La Colombie a pour ambition de devenir l'un des premiers producteurs d'huile de palme au monde. La culture commerciale de la palme africaine y a débuté en 1945 avec une plantation initiée dans une zone bananière de la région de la Magdalena par l'United Fruit Company. Mais ce n'est que depuis quelques années, avec l'alléchant marché international des agro carburants, que la superficie des terres consacrées à la monoculture de la palme africaine s'est agrandie de façon exponentielle au détriment des communautés locales, de l'environnement et de la biodiversité, et au prix d'une forte dégradation des conditions de travail. Ce dernier point est l'objet central de l'article.

SOLIDARITÉ SOCIALISTE

La Colombie partage, avec d'autres grands pays cultivateurs de palme, des caractéristiques communes. Une histoire marquée par des gouvernements autoritaires, sinon dictatoriaux, et d'immenses surfaces de terres forestières non protégées appartenant à des communautés indigènes incapables de défendre leurs droits. On peut citer aussi une main-d'œuvre bon marché et des droits du travail inexistantes ou bafoués. Ces pays ont subi les politiques d'ajustement structurel imposées par le Fonds Monétaire International et la Banque mondiale. Parmi les aspects de ces politiques d'ajustement structurel, il y a la mise en place de cultures d'exportation destinées à faire entrer les devises nécessaires au remboursement de la dette. En Colombie, deux productions sont destinées à fournir l'huile nécessaire à la fabrication d'agro carburants pour l'exportation, la canne à sucre et la palme africaine.

Le secteur de la production d'huile de palme en Colombie représente aujourd'hui quelque cent mille emplois directs et indirects. Sur ces cent mille travailleurs, seuls 1.778 sont affiliés à l'une des six organisations syndicales existantes. Tous parmi eux sont engagés dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée et travaillent sous le régime d'une convention collective. Un peu plus de 4.500 paysans sont « unis » au secteur via des « alliances de production ». Ils fournissent les moyennes et grandes entreprises en noix de palme, dont on tire l'huile.

On estime, par ailleurs, à plus ou moins dix mille le nombre de personnes employées directement par les entreprises pour une durée déterminée. Ces travailleurs ne sont pas syndiqués.

Enfin, il y aurait plus de 80.000 personnes engagées sous des régimes de contrat flexible, à travers les « coopératives de travail associé » et les entreprises prestataires de services.

Les travailleurs « associés » dans le cadre des coopératives offrent leur main-d'œuvre aux entreprises sur base de la logique de l'économie solidaire et non sur celle de la législation du travail. Ce type de coopérative constitue en fait pour les patrons un moyen de contrer l'influence des syndicats et de réduire les coûts salariaux.

Les travailleurs des entreprises prestataires de services sont les plus mal lotis. Elles se présentent comme des bourses de l'emploi et proposent de la main-d'œuvre aux grandes plantations. Comme la concurrence fait rage, cela se traduit pas une baisse significative des salaires et des conditions de travail, encore plus marquée que dans le secteur des coopératives.

Trait commun avec le secteur de la canne à sucre, on assiste à une segmentation des travailleurs suivant le type de contrat qui les lie aux entreprises. Les 1.778 travailleurs syndiqués, disposant d'un contrat à durée

indéterminée, reçoivent un salaire quotidien garanti de 20.000 pesos (7 euros) toute l'année et bénéficient d'autres avantages. Les travailleurs liés aux coopératives sont payés à la pièce. S'ils ne peuvent travailler pour quelque raison que ce soit (maladie, météo défavorable...), ils ne touchent rien. En basse saison, leur salaire est en chute libre.

Quant aux 4.500 paysans qui fournissent la matière première, ils courent de nombreux risques. En effet, en leur cédant l'exclusivité des tâches de récolte des fruits, les entreprises se déresponsabilisent et n'assument aucun risque lié au climat, aux organismes nuisibles, etc. De plus, bien qu'elles offrent des facilités de crédit, rien n'assure que l'argent prêté s'avérera suffisant pour couvrir les besoins de base jusqu'au moment de la première récolte (30 à 36 mois après l'ensemencement) ou jusqu'à la période où commence le rendement optimal (après cinq années). Les paysans sont ainsi tributaires d'un long processus aléatoire de production, sans pouvoir entre-temps cultiver des produits de subsistance afin d'assurer leur sécurité alimentaire.

Tant dans le secteur de l'huile de palme que dans celui de la canne à sucre, le travail est épuisant. Les récolteurs souffrent souvent de lésions chroniques du dos et sont constamment exposés à des produits agrochimiques susceptibles d'entraîner des maladies respiratoires. Quant aux ouvriers dans les raffineries,

ils travaillent dans la chaleur étouffante, le bruit assourdissant et les fumées qui se dégagent lors des opérations de raffinage. Si ces industries respectent généralement les normes légales de santé et de sécurité, seuls les travailleurs bénéficiant d'un contrat direct en jouissent. Les autres travailleurs sont laissés dans l'insécurité totale.

Dans les plantations de palme africaine, l'influence des syndicats est quasi imperceptible : nous l'avons vu plus haut, seuls 1,8 % des travailleurs sont syndiqués. Le secteur est de fait marqué par un fort taux de sous-traitance, tant de l'emploi que de la matière première, ce qui joue un rôle majeur dans la faible syndicalisation.

Enfin, de nombreuses plantations sont situées dans des zones de conflit, où des groupes paramilitaires s'arrogent le pouvoir et perçoivent les syndicats comme une menace. Ils essayent donc d'éliminer les représentants syndicaux.

Il faut savoir également que le développement de l'agro business entraîne d'énormes déplacements forcés de population. Entre 2001 et 2005, 263.000 familles paysannes ont été chassées de leurs terres et des centaines de milliers d'hectares sont passés dans les mains de l'agro-industrie avec l'aide fréquente des paramilitaires.

Devant ce sombre constat, que réserve l'avenir pour les travailleurs de la palme africaine en Colombie ? Difficile de répondre de manière assurée à cette question, mais certains exemples montrent qu'une amélioration est possible. C'est ainsi qu'Indupalma, qui jouit d'une certaine renommée, a adopté une politique dite d'«Espaces pour le dialogue», par laquelle des échanges permanents et ouverts ont pu s'établir entre les représentants syndicaux et la direction. Mais seuls les travailleurs «directs» en bénéficient, les travailleurs «indirects» en étant exclus. Ces derniers n'ont donc pas d'autre choix que de se mettre en arrêt de travail et de se mobiliser lorsqu'ils veulent faire entendre leur voix. Mais chaque fois ces mouvements populaires ont été réprimés, et les membres de coopératives de travail associé n'ont pu négocier d'amélioration substantielle de leurs conditions de travail. Au début de l'année 2008, 2.500 travailleurs ont manifesté leur colère et exprimé leurs revendications au cours d'une grève qui a duré plus d'un mois. Une négociation a été entamée mais, malheureusement, c'est de manière dispersée, avec chaque entreprise particulière, que s'est établi le dialogue, et non au niveau sectoriel.

En réalité, il semble que jusqu'à présent tous les accords qui ont été signés à l'issue des mobilisations n'améliorent guère les conditions de travail de façon globale, et n'ouvrent pas la voie à une véritable et pleine reconnaissance des droits des travailleurs. C'est la raison pour laquelle il est urgent de créer un cadre par lequel les droits des travailleurs pourraient être protégés intégralement. Il faut pousser tant l'État que les chefs d'entreprise à assurer la sécurité des représentants des travailleurs pour qu'ils ne soient plus victimes de représailles et que leurs droits fondamentaux ne soient plus bafoués. La société civile colombienne et aussi internationale a un rôle important à jouer dans ce cadre.

Solidarité Socialiste, en collaboration avec ses partenaires colombien et marocain, l'École Nationale Syndicale et le Resaq, ont publié deux études de cas sur le thème du travail décent. La première, en Colombie, se penche sur le cas des paysans dans les cultures pour la production d'agro carburants; la seconde, au Maroc, étudie les conditions de travail des marchands ambulants de Casablanca, et sur le travail informel au Maroc. Une étude de cas sur la République Démocratique du Congo, l'autre concernant la Palestine seront publiées prochainement.

Plus d'info sur www.solsoc.be/Etudes-de-cas-Travail-decent ou auprès de Perrine Crèvecoeur (pcrevecoeur@solsoc.be).

Article réalisé par **Patrick Abeels** et **François Sarramagnan** – ONG Solidarité Socialiste – sur base d'une étude de cas sur les agro carburants réalisée en 2008 par l'École Nationale Syndicale, organisation partenaire de Solsoc en Colombie.

Ci-contre :
Travailleurs de la palme



Un danger sans précédent, une opportunité historique

Vers un monde sans armes nucléaires



Le danger d'un incident nucléaire est aujourd'hui plus grand que jamais, c'est l'Agence Internationale à l'Énergie Atomique qui l'affirme. La prochaine Conférence de Révision du Traité de Non-prolifération en 2010 ne peut être un échec sous peine de remettre en cause l'ensemble du régime de non-prolifération. Il n'est pas tenable d'affirmer que les armes nucléaires sont indispensables pour notre sécurité¹ et d'interdire sous peine de sanctions leur acquisition par d'autres États. La réticence des puissances nucléaires à désarmer, en entérinant un deux poids deux mesures, a sapé la légitimité du régime de non-prolifération. Non-prolifération et désarmement sont pourtant les deux faces de la même pièce.

La doctrine de la dissuasion nucléaire, si elle n'a jamais été soutenue que par une minorité d'États et une minorité de la population mondiale, compte aujourd'hui encore moins de partisans : d'anciens hauts responsables politiques et militaires peu suspects de pacifisme béat, comme Kissinger², mais aussi le nouveau Président américain Obama³ disent aujourd'hui que les armes nucléaires ne sont pas ou plus une garantie de sécurité pour nous et plaident pour un désarmement nucléaire complet. Du côté européen, le dernier sommet de la Présidence française a également donné lieu à des avancées significatives⁴. Le Parlement Européen a voté une recommandation⁵ le 24 avril 2009 dans laquelle elle demande

1 | www.nato.int/docu/pr/1999/p99-065f.htm

Les armes nucléaires apportent une contribution unique en rendant incalculables et inacceptables les risques que comporterait une agression contre l'Alliance. Elles restent donc indispensables au maintien de la paix.

2 | www.2020visioncampaign.org/pages/336

3 | www.nytimes.com/2009/04/06/us/politics/06prexy.html?emc=rss&partner=rss

4 | www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/fr/esdp/104675.pdf

5 | www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=REPORT&reference=A6-2009-0234&language=EN&mode=XML

des avancées concrètes vers le désarmement total en 2020.

Nous ne pouvons pas laisser passer cette opportunité historique : il faut passer des déclarations d'intentions à des actes concrets dans un calendrier vérifiable.

- Les armes nucléaires incarnent le paroxysme de la militarisation de nos sociétés. Aucune démilitarisation ne sera possible sans désarmement nucléaire. Faut-il rappeler par ailleurs qu'une fraction de la guerre à l'Irak suffirait pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement ? Nous réclamons les dividendes de la paix !
- Nous demandons que la Belgique, les membres de l'UE et les alliés de l'OTAN respectent l'Article VI du Traité de Non-prolifération et l'Avis unanime de la Cour Internationale de Justice, qui obligent tous les pays à entamer, et à mener à leur terme, des négociations de bonne foi pour une interdiction mondiale des armes nucléaires.
- Dans un système démocratique, les recommandations du Parlement ne peuvent rester lettres mortes. Nous demandons la mise en pratique de la résolution 4/1111-1 du Sénat⁶ belge en matière de désarmement nucléaire et de non-prolifération.
- Conformément à cette résolution, nous demandons le retrait des armes nucléaires américaines stationnées sur la base militaire de Kleine Brogel et l'arrêt de l'entraînement de pilotes belges à l'exécution de bombardements nucléaires. Le Premier Ministre néerlandais⁷ et le Ministre allemand des Affaires Étrangères⁸ ont également demandé le retrait des armes stationnées sur leur territoire. Le retrait de ces armes avant la conférence de révision du TNP en 2010 serait un signe nécessaire de bonne volonté et un premier pas concret vers le désarmement.
- Au sein de l'OTAN, nous plaçons pour une suppression de la doctrine nucléaire, en commençant par le rejet de l'option de « *nuclear-first-strike* »

6 | www.senaat.be/www/?Mlval=/publications/viewPub&COLL=S&LEG=4&NR=1111&PUID=67110560&LANG=fr

7 | weblogs.vpro.nl/radioarchief/2009/04/03/lubbers-kernwapens-moeten-weg-om-te-beginnen-uit-nederland/

8 | www.spiegel.de/international/germany/0,1518,618550,00.html

- Au niveau européen, nous soutenons la récente proposition de résolution⁹ du Parlement demandant un calendrier concret vers le désarmement nucléaire complet, notamment via le Protocole Hiroshima Nagasaki¹⁰ initié par les *Mayors for Peace*.
- Les conflits en matière de non-prolifération ne peuvent pas être réglés par les armes mais doivent au contraire être l'occasion de lancer des négociations multilatérales visant à franchir de nouveaux pas en matière de désarmement nucléaire.
- Nous soutenons la création de nouvelles zones sans armes nucléaires dans toutes les régions du monde.

9 | www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=REPORT&reference=A6-2009-0234&language=EN#title4

10 | www.2020visioncampaign.org/fr/filestorage/424/File/1/leprotocolehiroshima-nagasaki_fr.pdf

Historique de la « Responsabilité de protéger »

Le concept de « Responsabilité de protéger » est issu d'un rapport¹ daté de décembre 2001 et rédigé par la Commission Internationale de l'Intervention et de la Souveraineté des États, co-présidée par Gareth Evans.

Répondant à une demande formulée par Kofi Annan dans son rapport à l'Assemblée générale en 2000, ce rapport devait répondre à la question: *des États ont-ils jamais le droit de prendre des mesures coercitives - et particulièrement militaires - contre un autre État pour protéger des populations menacées dans ce dernier, et si oui, dans quelles circonstances ?*

Selon le concept de Responsabilité de protéger, les États souverains ont l'obligation de protéger leurs propres citoyens contre des **catastrophes évitables**, mais s'ils refusent ou ne sont pas en mesure de le faire, cette responsabilité incombe à la **communauté internationale**.

Qui doit exercer cette responsabilité ? De quel droit ? Quand ? Où ? Comment ?

L'avant-propos du rapport est éclairant sur les motivations de ses auteurs: *Nous voulons qu'il n'y ait plus jamais d'autre Rwanda, et nous estimons que l'adoption des propositions que nous formulons constitue le meilleur moyen de nous en assurer.* L'élan du document est donc donné par un regret de ne pas avoir employé la force pour empêcher le génocide rwandais.

Parmi les sujets fort débattus à l'époque, le cas du Kosovo était pour d'autres une source d'inspiration contraire: les remords de n'avoir pas empêché une intervention catastrophique.

1 | www.iciss.ca/pdf/Rapport-de-la-Commission.pdf

Dans ce débat, deux risques se répondent :

- D'un côté, celui de l'**inaction** face à des massacres à grande échelle et des effets potentiels de ces massacres sur la sécurité internationale.
- De l'autre côté, celui d'un **emploi de la force intéressé** (pour les réalistes, la morale invoquée est toujours du pipeau) **et/ou contre-productif** (l'intervention militaire provoque plus de dégâts que ceux qu'elle était censée éviter).

Si le rapport initial évoquait parmi les « catastrophes évitables » la famine, la Responsabilité de protéger est aujourd'hui restreinte aux cas de :

- génocide ;
- crime de guerre ;
- nettoyage ethnique ;
- crimes contre l'humanité.

Souveraineté et sécurité

La **souveraineté** des États, considérée comme absolue depuis le traité de Westphalie, est considérée comme **conditionnelle**: un État ne peut arguer de sa souveraineté que s'il respecte la souveraineté des autres États (**responsabilité externe**) et la dignité et les droits fondamentaux des populations vivant sur son territoire (responsabilité interne). La nouveauté étant l'accent mis sur cette responsabilité interne.

Le paradoxe est que les interventions menées sous le motif qu'un État n'a pas assumé ses responsabilités internes seraient en contradiction... avec la responsabilité externe des États interventionnistes.

Parallèlement, avec le concept de « sécurité humaine »² (PNUD, 1994), le centre de gravité de la sécurité glisse de la sécurité des États vers la sécurité des personnes, la première (n'étant (qu')un moyen de garantir la seconde.

2 | Pour le PNUD, la « sécurité humaine » est la somme de la sécurité économique, la sécurité alimentaire, la sécurité de la santé, la sécurité environnementale, la sécurité personnelle, la sécurité communautaire et la sécurité politique.

Responsabilité de protéger

La notion comprend une gradation: Prévention – Réaction – Reconstruction

La prévention est la principale dimension de la responsabilité de protéger (...) il faut lui consacrer plus de détermination et de ressources.

D'abord toute la palette des mesures non militaires (en commençant par les moins intrusives et contraignantes) puis, en dernier recours les mesures militaires.

La notion du «**dernier recours**» est malheureusement très floue et invoquée par nombre d'acteurs, même les plus belliqueux. En ce sens le travail préparatoire à la Responsabilité de protéger a l'avantage d'offrir une **check-list** (bonne intention, derniers recours, proportionnalité des moyens, perspectives raisonnables de succès).

Ces concepts posent (ou devraient poser) question pour un «mouvement de paix» puisqu'ils **ajoutent des exceptions à la règle de l'interdiction de l'usage de la force entre les États**, qui constitue le cœur de la Charte des Nations Unies.

L'ultime argument des tenants de l'intervention militaire est celui du sauvetage de vies humaines: il s'agit d'**épargner des «morts et souffrances évitables»**. L'inaction face à des massacres est alors souvent qualifiée de «criminelle». Les interventionnistes se placent donc dans une posture morale, voire moralisatrice: ceux qui s'opposent à l'emploi de la force sont des criminels. L'alternative entre ne rien faire et déclencher une guerre constitue un **faux dilemme** destiné à discréditer les moyens pacifiques de règlement des conflits.

Si une vie égale une vie, n'existe-t-il pas d'autres moyens (plus pacifiques, plus structurels, moins coûteux tant en vies humaines qu'en moyens financiers) de sauver autant si pas plus de vies? L'«inaction criminelle» de la communauté internationale a été évoquée par Jean Ziegler qui parle de la faim dans le monde comme un crime contre l'humanité.

Les moyens souvent colossaux qui sont affectés à une intervention militaire ne permettraient-ils pas de sauver bien plus de vies s'ils étaient affectés à la satisfaction des besoins alimentaires, à la lutte contre les épidémies, à l'éducation... Et tout cela sans «dommages collatéraux», sans spirale de la violence impossible à arrêter (il est plus facile de gagner une guerre que de gagner la paix qui s'ensuit).

Droit d'intervention ?³

La Charte des Nations Unies ne reconnaît nullement un droit d'intervention humanitaire.

Rien n'empêche au Conseil de Sécurité d'autoriser, en application du chapitre VII de la Charte une action militaire à vocation humanitaire: la situation humanitaire dramatique est formellement assimilée à une «menace contre la paix».

Qui intervient ?

Même si la décision d'intervenir est prise dans le cadre du multilatéralisme onusien, la mise en œuvre pratique de l'intervention échappe à la communauté internationale.

«Les interventions les plus délicates nécessitent le recours à des armées et des moyens logistiques sophistiqués que seul un petit nombre d'États ont à leur disposition. L'intervention, aussi neutre et pacificatrice soit-elle, reste étroitement contrôlée par des logiques de puissance. Celles-ci, conscientes du coût que représentent pareilles actions, ont inévitablement tendance à réclamer des compensations, voire des bénéfiques en échange (...) il y a beaucoup de chemin à faire pour libérer les instruments d'intervention de la tutelle des puissances.»

Bertrand Badie, dans un débat sur le site du Monde le 7 juin 2006

Intervenir comment ?

Il importe de s'assurer qu'une intervention militaire n'est pas intéressée: plutôt qu'un motif de solidarité, ne faut-il pas voir un moyen de s'implanter dans un pays, d'occuper un territoire stratégique, de mettre la main sur des ressources naturelles, d'installer des bases militaires, d'ouvrir par la force de nouveaux marchés ?

Existe-t-il dans l'histoire des exemples d'interventions militaires désintéressées et motivées par la morale? (cf. la polémique

3| *Les limites du droit d'ingérence*, Olivier Corten, article rédigé à partir de son ouvrage *Le retour des guerres préventives: le droit international menacé*, Bruxelles, Labor, 2003.

sur l'intervention américaine lors de la deuxième guerre mondiale, cf. *Le mythe de la bonne guerre*, Jacques Pauwels, Aden)

Puis vient la question de la fin et de l'adéquation des moyens: même désintéressée, une intervention pourrait s'avérer inutile voire contre productive si elle suscite de nouvelles violences et un ressentiment vis-à-vis des «libérateurs» qui peut nourrir les fanatismes et autres désirs de vengeance.

Une intervention intéressée peut-elle tout de même avoir des effets positifs, sachant qu'elle ne sera pas menée en fonction d'objectifs réellement humanitaires ?

Un courant de la gauche chrétienne autour de la Revue Nouvelle, tout en n'étant pas dupe du désintéressement de l'intervention américaine, défendait la guerre en Irak comme une opportunité de se débarrasser du régime baasiste.

Aujourd'hui, la dictature baasiste a effectivement été renversée. Mais quel bilan six ans après pour le peuple irakien? Les conditions de vie de Irakiens sont aujourd'hui à maints égards bien pires que sous la dictature. La libération a un goût tellement amer qu'elle a fait le lit d'extrémistes de tout poil et augmenté en flèche le nombre de candidats aux attentats.

Responsabilité de protéger: une victoire des droits humains ou de la communication/des relations publiques ?

Responsabilité de protéger: avancée pour les droits humains ou cache-sexe des interventionnistes ?

Responsabilité de protéger: «Plus jamais le Rwanda» ou «Demain, plus d'Irak» ?

Pourquoi protéger un petit nombre de gens avec des armes et beaucoup d'argent quand on pourrait protéger plus de gens sans armes et pour moins d'argent ?

Carte blanche à : Dor hashalom Gaza : L'impasse de la force

Carte blanche parue dans **Le Soir** le jeudi 15 janvier 2009



À nouveau résonnent au Proche-Orient le bruit des bombes et la fureur du désespoir. Avec la guerre entamée à Gaza le 27 décembre, le conflit israélo-palestinien a atteint un nouveau degré de violence et de brutalité.

Nous sommes affligés par la situation de nos proches, de nos amis, de tous ceux qui habitent Israël et vivent dans la peur des tirs de roquettes du Hamas ; et dans le même temps la vision des centaines de civils palestiniens tués au cours de cette offensive nous remplit de douleur et d'indignation.

L'urgence est bien sûr à l'arrêt des hostilités. Mais ce drame doit aussi conduire à reconnaître l'impasse dans laquelle se sont placés les acteurs du conflit.

Certes, l'État d'Israël a le devoir de protéger ses citoyens. Mais tout indique qu'un traitement militaire du différend qui l'oppose au peuple palestinien, approche suivie par les gouvernements israéliens successifs, ces dernières années et ces derniers jours, n'aboutit ni à la sécurité ni à la paix.

Certes, les organisations politiques palestiniennes doivent porter les revendications légitimes de leur peuple, mais les actes de violence ne font que prolonger le conflit et les souffrances de leurs concitoyens.

Quant à la Communauté internationale, si elle a le devoir de porter assistance aux victimes, une approche purement humanitaire et épisodique du problème ne peut se substituer à la recherche d'une véritable solution à long terme.

Le conflit israélo-palestinien est un problème politique, qui ne peut avoir de solution que politique, c'est-à-dire par la conclusion d'un accord de paix basé sur le droit international.

L'éruption de violence actuelle trouve précisément sa source dans l'épuisement

de la dynamique du processus de paix : l'absence de perspective offerte par les négociations entre l'Autorité palestinienne et le gouvernement israélien a largement contribué à la victoire aux élections de janvier 2006 d'un Hamas hostile au processus de paix et coupable d'attaques criminelles sur des civils israéliens.

Il est tentant de voir dans la suite des événements un engrenage inexorable : la prise du pouvoir par le Hamas aurait forcé Israël à imposer un blocus militaire sur la bande de Gaza, le maintien de ce blocus aurait contraint le Hamas à multiplier les lancements de roquettes sur des civils israéliens et ce sont ces tirs de roquettes qui n'auraient laissé d'autre choix au gouvernement israélien que de lancer l'offensive militaire actuelle. En réalité, ce qu'indique cet enchaînement de faits, c'est que tant qu'il n'y aura pas de solution politique au conflit, la violence sera inévitable.

Si l'absence de progrès vers une solution tient en partie à la stratégie mortifère du Hamas, stratégie aussi inacceptable qu'improductive sur le plan politique, elle tient également à l'inconséquence de la politique des dirigeants israéliens.

Ils admettent le caractère inévitable d'un État palestinien mais encouragent l'extension des colonies en Cisjordanie, imposent un blocus sur la bande de Gaza et poursuivent la construction d'un mur qui empiète en terre palestinienne.

Ils prétendent vouloir la paix, mais excluent d'office toute négociation avec le Hamas, pourtant devenu le premier parti palestinien. Dans le même temps, ils ne font pas le moindre geste pour faire avancer les négociations avec le président Mahmoud Abbas, privant les figures modérées de toute crédibilité sur la scène politique palestinienne.

De même, ils ignorent l'initiative de paix de la Ligue arabe alors que seule l'implication des différents acteurs de la région permettrait d'asseoir la sécurité et la stabilité.

Le contraste est saisissant entre les buts déclarés de cette politique (sécurité, affaiblissement du Hamas, stabilité et paix) et ses conséquences avérées (insécurité, renforcement du Hamas, instabilité et poursuite du conflit). D'aucuns pourraient même imaginer que ces effets délétères constituent précisément les objectifs recherchés par certains dirigeants israéliens, décidés à maintenir un climat de peur et à décrédibiliser les partenaires potentiels d'une négociation, comme s'ils préféraient s'accommoder d'un conflit « gérable », qui leur permet de préserver leur emprise sur les territoires palestiniens, plutôt que de faire les concessions politiques qui permettraient à Israël d'en sortir.

La guerre actuelle reflète cet état de fait. Elle se veut une démonstration de force mais les «victoires» qu'elle offre sont infamantes et sans lendemain. Parce que nous sommes attachés à Israël, parce que nous ne voulons plus voir les habitants de Sderot et d'ailleurs vivre et mourir sous les bombes, parce que nous ne nous résignons pas à la fatalité du sang et des larmes, nous réclamons un changement de cap. Pour cela, il serait propice que les partis israéliens de gauche actuellement dans l'opposition sortent renforcés des prochaines élections et que les acteurs palestiniens favorables à une solution négociée

regagnent une véritable crédibilité politique. Mais cela ne suffira pas : la Communauté internationale doit intervenir. Les États-Unis, dont la politique pourrait changer avec l'arrivée du nouveau président, et l'Union européenne, dont on ne désespère pas qu'elle fasse preuve un jour d'un peu de courage, doivent prendre leurs responsabilités. L'histoire du Processus de paix a montré que la logique de la violence l'emporte lorsque les acteurs sont laissés à eux-mêmes.

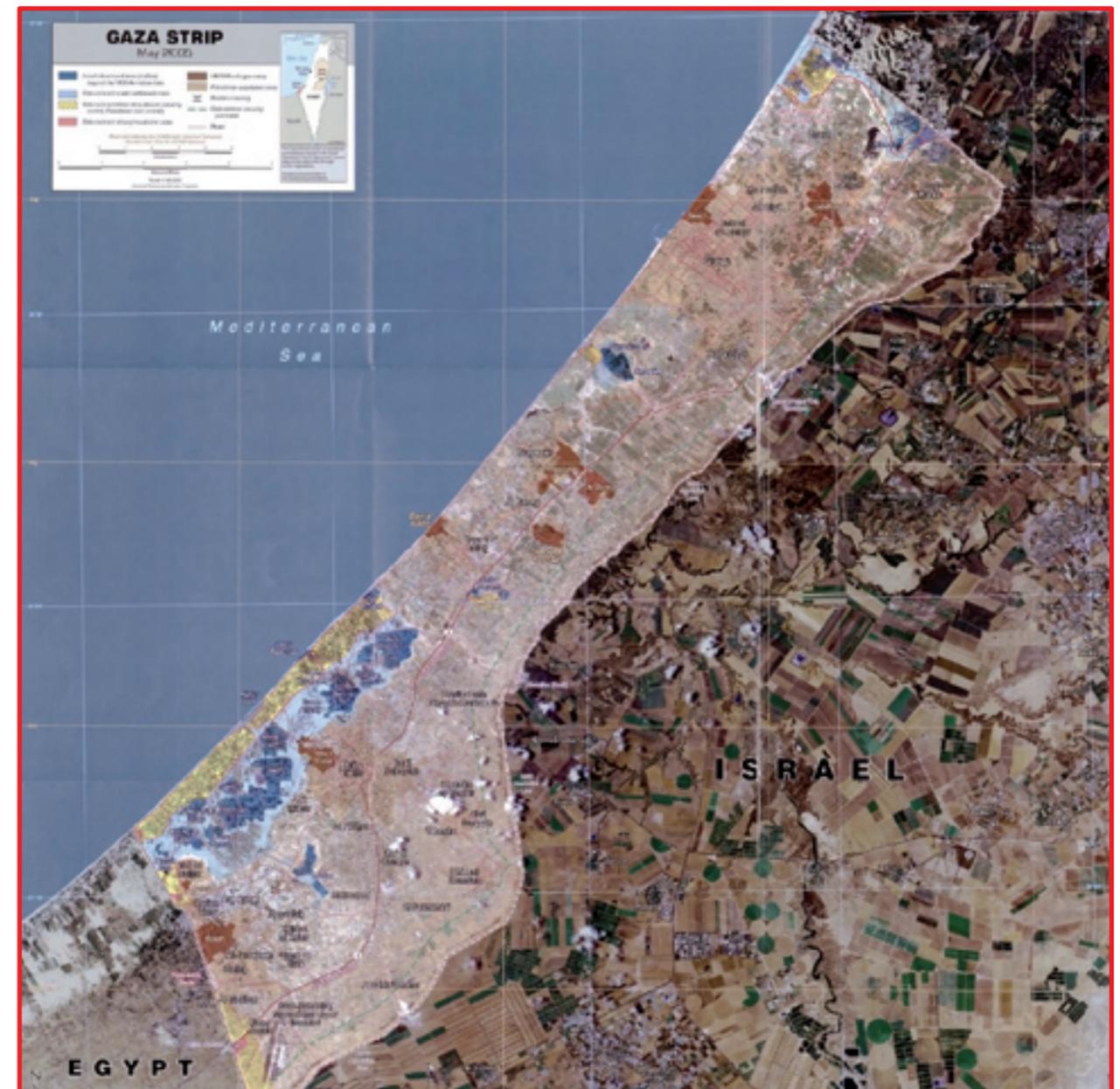
Gaza 2007 - Source: Wikimedia



Aussi, le déploiement rapide d'une force d'interposition internationale dans les territoires palestiniens s'impose. Cette intervention démontrerait par ailleurs la détermination de la communauté internationale à faire pression sur tous les acteurs du conflit pour les amener à reprendre et à conclure enfin les négociations sur le statut définitif des territoires palestiniens. Aujourd'hui, dans un camp comme dans l'autre, ceux qui prétendent être pour la

paix mais mettent des conditions ou se refusent à des négociations visant à parvenir à une solution du conflit fondée sur le droit international font preuve d'une hypocrisie criminelle : ils portent la responsabilité politique de la violence qui a cours. Ceux qui veulent un autre avenir pour les enfants d'Israël et de Palestine doivent rappeler cette évidence : seule une paix juste et durable peut offrir la sécurité.

Comité de Dor hashalom
contact@dorhashalom.org
www.dorhashalom.org



Comment les jeunes d'aujourd'hui construisent-ils leur sexualité ?

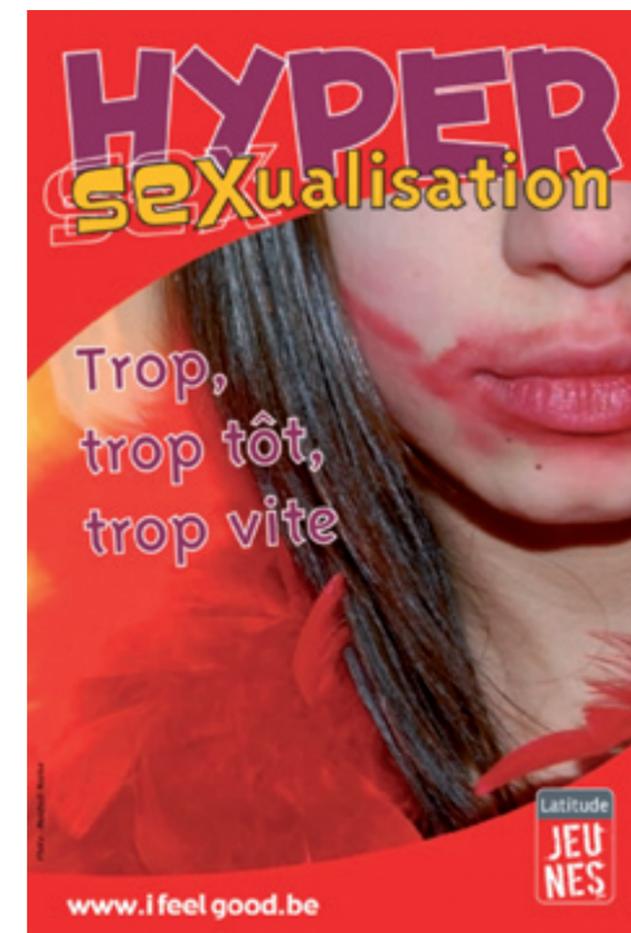


Comment les enfants se débrouillent-ils dans une société où « le sexe » s'affiche partout ? Comment grandissent-ils avec des modèles érotisés dans les dessins animés, avec des modes « strings-produits de beauté » pour enfants ?

Comment les ados envisagent-ils leur première expérience sexuelle alors qu'ils sont bombardés d'images pornographiques au travers des clips vidéo et d'internet ?

Perte de repères pour les jeunes ou perte de repères pour nous, adultes en question ou dépassés par ces nouvelles influences et par ces nouveaux comportements ?

C'est avec toutes ces questions en tête que Latitude Jeunes a organisé une journée d'étude en décembre 2008 à Namur. Cette journée d'étude avait pour thème : « Hypersexualisation ? Journée d'étude sur la construction de la sexualité des enfants et des adolescents ». Outre l'objectif de documenter le phénomène d'hypersexualisation, il s'agissait de proposer des pistes de réflexions et d'outils d'animation.



Hypersexualisation: Trop, trop tôt, trop vite

Un dossier d'informations basé sur les interventions de la journée d'étude « Hypersexualisation ? » organisée par Latitude Jeunes.

Pour des parents, professeurs, animateurs... et toute personne se souciant de l'éducation à la vie affective et sexuelle des enfants et des adolescents.

Une brochure dynamique agrémentée de pistes d'actions concrètes.
Téléchargeable gratuitement ou disponible en version papier (5 €)

Toutes les informations sur le site www.ifeelgood.be/hypersexualisation

Crise en thème!



Pourquoi ne pas l'avouer tout de suite? Lorsque le comité de rédaction de «Résolument Jeunes», a arrêté le thème de la crise comme fil rouge de ce numéro, cela en a provoqué instantanément une en moi: une sorte de crise... de colère, en tout cas de ras-le-bol!

Car finalement, est-ce notre objectif de nous aligner sur les rédactions de quasi toutes les feuilles de chou du royaume... et au-delà? Ma réaction épidermique fut d'envoyer un e-mail demandant: «*Sans blague, avec un tel thème, comment chaque OJ va-t-elle pouvoir éviter les lieux communs et les banalités?*»

Depuis des mois, si ce n'est des années, les économistes, les environnementalistes, les humanistes, etc., n'arrêtent pas de nous bassiner avec la crise! Tout le monde en parle, et personne ou trop peu de Citoyens, (surtout des Citoyens qui ont un tant soi peu de poids), n'a le courage d'aller jusqu'au bout de ses analyses et de proposer une piste de sortie de la crise qui tient compte des intérêts de toute la planète, de tous ses habitants, surtout des plus modestes.

Alors de quelle mission et au nom de quoi, de quelle expertise, nous, qui prétendons à un droit à la modestie, allons nous être chargés par l'écriture de cet article?

Faut-il pour autant nier le mal vivre qui est le quotidien de tant de nos voisins? Bien sûr que non! Mais de deux choses l'une, soit nous sommes réellement résolus à trouver une solution (à tout le moins à contribuer à en proposer une), soit nous abdiquons, convaincus qu'il n'en existe plus et nous subissons ou nous déléguons à nos mandataires publics la gestion plus que la sortie de la crise, ce qui en soi est déjà un aveu d'échec!

Il y a quand même dans ce pessimisme ambiant, quelques personnalités fortes, présentes ou passées, qui à leur manière, apportent un peu d'air frais. De Simone Veil à Amin Maalouf, en passant par Coluche... un brin de philosophie qui rend risibles les noires prophéties des chantres de l'apocalypse.

Une crise de foi

Simone Veil interrogée par *Der Spiegel*: «*Je ne comprends pas comment les gens peuvent parler de crise actuellement. Ce qui se passe en ce moment est terrible, disent-ils. Ce n'est pas vrai, tous ceux qui ont vécu la guerre peuvent en témoigner.*»

La seule crise aujourd'hui, en Europe s'entend, à laquelle sans doute se rapporte les propos de Simone Veil, est le manque de confiance du Citoyen en ses propres forces, ressources, capacités d'innovation pour trouver des solutions face au discours savamment construit et entretenu, notamment par les intellectuels de droite, qui agitent cet épouvantail. Ce faisant, ils entendent gagner d'avance toutes les batailles qu'un libéralisme outrageant entend mener en empêchant toute opposition au détricotage des acquis sociaux acquis de hautes, luttés en leurrant toute initiative d'opposition; dès lors que l'ennemi n'est plus présenté comme le patronat, les banques, le monde de l'actionnariat mais... la crise, l'insaisissable crise!

Tout le reste n'est que problème; la crise c'est l'incapacité à imaginer des solutions!

L'opposition avec le peuple, la base, est toujours ce que craignent le plus les tenants du capitalisme dès lors que idéologiquement, leur projet de société ne peut que rencontrer les attentes d'une minorité, même si, comme le présente Amin Maalouf dans son dernier essai, les tenants du capitalisme ont cru ou feint de croire «*que si chacun agissait selon son intérêt propre, la somme de ces actions serait bénéfique à l'intérêt collectif. L'égoïsme serait ainsi, paradoxalement, la forme réaliste de l'altruisme. Adam Smith parlait au 18^e siècle d'une 'main invisible' qui se chargerait providentiellement d'harmoniser la machine économique sans qu'aucune autorité n'ait besoin d'intervenir.*». L'origine de la «*crise*» (les *subprimes*, la faillite du système bancaire...) est un cuisant démenti de cette politique libérale consistant à abandonner tout pouvoir au marché, à croire qu'il peut tout réguler.

Dès lors, depuis des années, à l'image du Mouvement Réformateur chez nous, ces forces de droite se

sont appliquées à séduire une part d'un électorat qui traditionnellement devrait être attirée par la gauche :

- en phagocytant, au prix de contorsions intellectuelles, les valeurs de la gauche¹ ;
- en lissant leur image au prix d'une confusion savamment entretenue (notamment par un ravalement de façade... du «Parti Réformateur Libéral» au «Mouvement Réformateur»²).

L'objectif final semble être de démobiliser toute velléité d'opposition :

- en pointant l'inéluctabilité de la crise faute de mesure de récession sociale ;
- en dénigrant le PS et ses tentations «collectivistes», ainsi diabolisé et présenté davantage dans le chef du MR comme un parti d'extrême gauche³.
- en se présentant comme héraut de la «liberté»⁴.

Par cette manipulation intellectuelle des masses, les amener à consentir au sacrifice de leur qualité de vie pour paradoxalement consolider un système économique qui génère des excès outranciers tels qu'ils ne sont justifiables dans aucun système économique («À la tête de la défunte banque d'investissement Lehman Brothers, Richard Fuld aura fait ce qu'on appelle une belle carrière. Ces huit dernières années, il a amassé 480 millions de dollars... faites le calcul : avec vos 26.000 euros de salaire belge annuel moyen, pour gagner une seule année du sien, il vous faudrait **trimer 17 siècles**», in Télé moustique 1/04/2009 - sans commentaire!) Comme le disait Coluche : «Il paraît que la crise rend les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. Je ne vois pas en quoi c'est une crise. Depuis que je suis petit, c'est comme ça.»

1 | «Depuis quelque cent ans, la bourgeoisie capitaliste occidentale tient boutique à l'enseigne de la 'Liberté', et il semble que le plus clair de ses ressources spirituelles se soit épuisé à laver cette alléchante enseigne de la boue intellectuelle et morale qui n'a cessé de l'atteindre», René Magritte in La Poésie transfigurée.

2 | Pour comprendre en quoi le fait de se présenter comme réformateur, et plus comme libéral, peut jeter la confusion, le lecteur intéressé pourra se référer notamment à la plaquette de Charlers Plisnier, Réformisme et Révolution. Pour rappel, le PS est aussi un parti réformateur.

3 | Dès lors que le MR se présente comme réformateur il est tentant pour lui d'essayer de faire basculer le PS dans une gauche «extrême», inacceptable par nombre de Citoyens. Voir aussi à ce sujet la plaquette de Plisnier.

4 | «Liberté», mot catin qui s'offre à tous et que le MR, parmi d'autres, brandit en séduisant étendard ; en faire-valoir de son rejeton bâtard : «libéralisme».

Existe-t-il des solutions ?

Avons-nous seulement le droit d'en douter ? Pour autant, sont-elles suffisamment avancées par une gauche, craintive parfois de perdre encore quelques électeurs en radicalisant ses choix de société, et en osant annoncer que certains de ces choix à assumer seront «inconfortables» comme par exemple, sous nos latitudes, de ne plus manger d'ananas ou de fraises en hiver ; de privilégier les transports en commun ou des véhicules à énergie alternative quitte à ce qu'ils soient moins performants ; de payer plus chers, des produits de consommation réalisés chez nous ou dans des régions proches, et de toute manière respectueuses de la qualité de vie de leurs travailleurs.

Encore faudrait-il créer un espace où la simple application de recherches de solutions soit possible et la mondialisation du marché tend à protéger... le marché, notamment de toutes ces tentatives : par des réglementations anti-protectionnisme⁵ et de prétendu libre échange ; ne se préoccupant pas des dommages collatéraux qu'il génère : guerre pour l'eau ou le pétrole en Afrique, déforestation en Amazonie, effet de serre et fonte des glaces, etc.

Cette constatation : créer un espace où développer un vivre ensemble, rejoint une question maintes fois abordée par FOR'J : notre mission est de faire des CRACS ; des Citoyens mais de quelle Cité, pour quel projet de société ? À ce jour, nous avons eu peu de réponses satisfaisantes et il semble plus urgent que jamais que celles-ci apparaissent enfin.

Cette question du vivre ensemble vient d'être posée par deux groupes de jeunes comédiens, animés par FOR'J et a abouti à deux pièces de théâtre qui viennent d'être données : «Autonome» et «À plat». L'issue de l'une est un happy end tandis que l'autre,

5 | Par rapport à la crise et au protectionnisme, lire l'entretien avec Bernard Maris, J'espère que la crise sera longue, Le Vif, 13 mars 2009 ; Emmanuel Todd, Le protectionnisme garant de la stabilité, L'invité du Lundi in Le Soir ; ou mieux, les ouvrages : Après la démocratie, Emmanuel Todd et Capitalisme et pulsion de mort, Gilles Dostaler et Bernard Maris.

une farce tragique traitée sur le mode de l'absurde, se termine par un génocide... Il n'appartient qu'à nous de choisir l'issue de nos interrogations et de la «crise» !

Mobilisons-nous tant qu'il est encore temps, faute de quoi des troubles sociaux importants semblent inévitables et nous récolterons, comme dans la nouvelle «Manuscrit trouvé à Saint-Germain-des-Prés», extraite de «Nouvelles sous ecstasy», de Frédéric Beigbeder : «(...) ce que nous avons semé. Ah ça, nous l'avions fêtée, la chute du communisme ! Cette fois, le capitalisme était victorieux. Aveugles que nous étions ! Toutes les questions posées par Marx restaient posées avec cent mille fois plus de violence. Nous pensions qu'il était tout naturel qu'une infime minorité de privilégiés dirige une immense majorité de démunis. L'insoutenable obscénité de nos trains de vie ne nous sautait pas aux yeux.»

Jean-Pierre Tondu
For'J

Les Faucons Rouges, bien plus qu'un mouvement de jeunesse !



Faut-il le rappeler, le mouvement de jeunesse des Faucons Rouges est né, au début du siècle dernier de la classe ouvrière. Promouvoir les valeurs socialistes en proposant des loisirs éducatifs de qualité pour l'enfance ouvrière, c'est le but que nous ne cessons de poursuivre depuis plus de 80 ans.

De tout temps, les Faucons Rouges ont veillé à s'adapter aux besoins d'une société en perpétuelle révolution.

Notre mouvement a toujours montré, et aujourd'hui plus que jamais, sa volonté de donner une place à tous les enfants.

En ouvrant nos sections locales dans des régions socialement et économiquement défavorisées, nous voulons donner la priorité aux familles qui luttent péniblement, voire qui survivent, dans une conjoncture qui ne présage décidément pas d'un avenir meilleur.

Nos centres de vacances, nos camps, nos sorties pédagogiques, nos activités sont toujours étudiés pour que l'aspect financier ne soit pas un obstacle à la participation.

Des modalités de paiement, des interventions des sections locales, des CPAS, des prix avantageux pour les fratries (souvent la gratuité pour un troisième enfant!)... tout est envisagé pour que chaque enfant, quel que soit le contexte dans lequel il vit, puisse participer sereinement à nos activités, loin des problèmes d'adultes.

Aujourd'hui, il n'est pas nécessaire d'ouvrir un journal ou d'allumer la télé pour s'apercevoir que les familles sont aux prises avec une crise profonde. Ses répercussions sur le budget «loisirs» pèsent sur nos programmes d'activités. Fini l'époque où les sections locales pouvaient proposer une excursion mensuelle. Depuis quelque

temps, les parents hésitent longuement à inscrire leurs enfants à une journée d'activités exceptionnelles qui comprendrait, par exemple, la visite d'un musée et une représentation théâtrale. Malgré une intervention forfaitaire du mouvement, un coût de 5 à 10 euros pour une journée éducative est désormais un luxe que peu se permettent.

Soucieux d'assurer au mieux notre mission éducative, nous avons donc adapté nos ateliers en fonction des réalités économiques actuelles. Nous rusons et continuons de nous battre pour proposer des activités structurées, au sein même de nos locaux, et correctement encadrées.

Nos cadres aussi sont touchés. Comment envisager sa participation à une formation d'animateur diplômante alors qu'on ignore comment subvenir aux besoins fondamentaux des siens? Pour répondre à une demande croissante de ses animateurs désireux de se former, les Faucons Rouges ont mis en place les Formations BACV, reconnue par la Communauté française. Étalé sur trois années, ce bagage théorique et pratique est ouvert à tous et plus spécifiquement à nos jeunes qui bénéficient de réductions importantes (certaines de nos sections locales financent même l'entièreté de la formation). Pour une somme symbolique, nous offrons l'accès à un précieux brevet d'animateur de centre de vacances qui s'avérera souvent bien utile dans la vie active.

Si la crise économique est présente chaque semaine, dans nos activités, il en est une autre qui touche également nos adolescents et nos jeunes gens: la crise de foi; la foi en nos valeurs de solidarité, d'amitié, de courage, de respect qui nous a guidé dans nos choix et qui nous a aidé à nous construire tels que nous sommes.

Pourquoi envisager un avenir? Pourquoi m'engager? À quoi m'engager? Devenir un citoyen actif, pour quoi faire? C'est avec son lot de questions désarmantes que la jeunesse nous arrive aujourd'hui, persuadés d'être nés à la mauvaise époque, ils se sont enfermés dans la logique confortable du «De toute façon ça n'sert à rien!». Pour les en sortir nous nous battons en programmant des activités spécifiques et adaptées qui favorisent rencontres, réflexions et prises de position.

Nous relevons ce défi à bras le corps, celui de donner à nos jeunes un sens, une raison de croire en un monde plus juste, plus solidaire et plus propre. Dans chacune de nos actions, à chacun de nos pas, nous gardons le cap en ces temps chahutés et restons fidèles à nos

missions éducatives et à nos engagements.

Pour plus d'information au sujet de nos actions,
surfez sur
www.fauconsrouges.be
ou contactez-nous

Les Faucons Rouges
Rue Entre-deux-Portes 7
4500 Huy

Tél. 085 41 24 29 - Fax. 085 41 29 36
info@fauconsrouges.be



**«Le capitalisme nuit gravement à la santé» :
La FGTB wallonne contre-attaque avec des alternatives!**

Pourquoi une telle campagne ?

**Le capitalisme
nuit gravement
à la santé**

Parce que ce n'est pas aux travailleurs de payer la facture des capitalistes et qu'on ne veut pas de plan d'austérité!

Il n'y a qu'un seul moyen de créer de la richesse: le travail. Il y a par contre plusieurs façons de la distribuer... Et c'est là que les travailleurs se font plumer depuis 30 ans!

Contrats précaires, intérim à durée indéterminée, chômage de longue durée, petits boulots à deux balles, délocalisations, travailler plus pour gagner moins... libéralisme et capitalisme ont fait équipe pour créer beaucoup de profit et démanteler les contrôles de l'État. On a vu le résultat.

Invertissons la vapeur libérale et transférons une partie plus importante des profits vers **les travailleurs: les seuls vrais producteurs de richesse!** Comment ?

Et si on réduisait le temps de travail de tout le monde pour donner un vrai emploi aux chômeurs ? Et si les grosses fortunes, les profits sur les actions bancaires étaient aussi imposés pour financer l'État et les services publics... Ce serait logique et beaucoup plus juste!

Impensable ? Sauf si on commence à y repenser...

La FGTB wallonne lance une campagne de dénonciation «Le capitalisme nuit gravement à la santé» et contre-attaque avec des propositions concrètes sur

www.contre-attaque.be

**Tu travailles en job étudiant
cet été ?**

N'oublie pas de commander gratuitement ta brochure d'information chez les Etudiants FGTB!

Contrat de travail, impôts, allocations familiales...
Toutes les infos pour que ton job ce déroule sans problème!

N'hésite pas à surfer sur notre site web : www.yourjob.be

Commande de brochures : 02/506 83 92



Lieu	Date	Événement
Verviers Pont aux Lions 23, Galerie des Deux Places 	Tout au long de l'année	Espace MyArt: Vous êtes peintre, illustrateur, photographe, infographiste, grapheur, sculpteur... et vous désirez exposer vos œuvres afin de vous faire un peu connaître, alors le projet My Art est pour vous! Ce projet consiste à mettre à disposition de jeunes artistes de la région verviétoise, une vitrine dans laquelle ils pourraient y exposer leurs créations gratuitement durant approximativement 1 mois. Intéressé(e)? Contact: jeunes.verviers@fgtb.be ou au 087 63 96 53
	Tout les mercredis à partir de 13h30	Permanence (et possibilité de prendre rendez-vous pour les autres jours)
Namur FGTB Namur 1 ^{er} étage Rue Dewez 40-42	Tout les mercredis à partir de 12h30	Permanence (et possibilité de prendre rendez-vous pour les autres jours)
	le 8 juillet 2009 à 15h	Séance d'info sur le stage d'attente et les obligations des jeunes chômeurs - Les thèmes: Que se passe-t-il pendant le stage d'attente, quelles sont mes obligations? C'est quoi être chômeur complet indemnisé? À dois-je faire attention? Comment me défendre? - C'est gratuit, sans obligation d'affiliation et anonyme!
Charleroi Parc Reine Astrid	19 juin à partir de 14h30 gratuit	Concert pour les fêtes de la musique avec... KLM et babel souk Rocket ship Los petardos Freddy loco and the gordo's ska band guest Mister T bone
Liège Centre	5 juin 2009	- Nuit blanche contre listes noires - 2^e édition Des dizaines de lieux culturels, associatifs, publics, des cafés et des restaurants vous invitent à passer une nuit blanche contre l'extrême droite: concerts, débats, expos, cinéma, théâtre... Avec en prime, un grand concert GRATUIT programmé par les Ardentes, Place du Tivoli à Liège. Avec: DJ EDGAR (Brésil): baile funk ELEKTRASH (electro-rock) THE OTHERS (electro) MON COLONEL (electro, booty, trash) SONAR (hip hop, soul, funk) Le programme complet: www.nuitblanchecontrelistesnoires.be

	Du 9 au 12 juillet 2009	FESTIVAL Les Ardentes La FGTB et Solidaris seront présents ensemble sur le camping du festival pour proposer aux festivaliers un petit déjeuner «tardif» de solidarité. Ce sera l'occasion de présenter les dernières campagnes syndicales pour les Jeunes. Nous y distribuerons également les préservatifs et les T-shirt de la campagne «Le pape nuit gravement à la santé».
Dour, Plaine de la machine à Feu	Du 16 au 19 Juillet 2009	Dour festival 2009 Comme chaque année les jeunes FGTB seront présents avec leur stand, leur badgeuse et les divers thèmes de sensibilisation.
Florennes	Du 31 juillet au 2 août 2009	Festival Esperanzah 2009 Les jeunes FGTB seront présent avec d'autres organisations pour sensibiliser les visiteurs au travail décent.

Les Jeunes FGTB font des formations et animations gratuites dans les écoles sur des sujets comme : jobs étudiants, fin d'école, élections, délégué d'élèves, mondialisation...

Les Permanence : Nous accueillons les jeunes étudiants, élèves et jeunes sans emploi afin de répondre à leurs questions sur le chômage, les jobs étudiants, le stage d'attente, les premiers pas dans un job (aide à la rédaction de CV et de lettre de motivation), les problèmes de logements, de santé, de scolarité...
C'est gratuit, sans obligation d'affiliation et anonyme!

Nous publions également chaque année de nouvelles brochures actualisées concernant ton job étudiant, ta fin d'école, ton stage d'attente ainsi que de petites fiches sur le CV, la lettre de motivation, le plan Activa, la Convention Premier Emploi, l'entretien d'embauche...

Pour tout renseignement, demande d'animation gratuite, conseil, aide, rendez-vous avec les animateur-ice Jeunes FGTB, n'hésite pas à contacter les Jeunes FGTB dans ta région :

1060 Bruxelles - Séverine :
Rue de Suède 45 – 02 552 03 62
Severine.BAILLEUX@fgtb.be

1400 Nivelles - Aurore :
Rue du Géant 4 bte 3 – 067 64 60 06
Aurore.DICESARE@fgtb.be

4000 Liège - Magali & Stephan :
Place St Paul 9/11 – 04 221 97 48 – 04 221 97 18
Magali.DAVID@fgtb.be
Stephan.LINCE@fgtb.be

4800 Verviers - Fabian :
Pont aux Lions 23, Galerie des Deux Places
087 63 96 53
Fabian.vigne@fgtb.be



5000 Namur - Marylise & David :
Rue Dewez 40-42 – 081 64 99 56
marylise.wauters@afico.be
david.lecomte@afico.be

6000 Charleroi – Angela, Sara & Antoine :
rue Basslé 8 – 071 64 13 07
taboo@brutele.be

6700 Arlon - Alain :
Rue des Martyrs 80
0497 52 92 37 - 063 23 00 68
Alain.BARNICH@fgtb.be

7000 Mons - Florence :
Rue Lamir 18-20 – 065 39 98 41
florence.defourny@borinage2000.be

7100 Haine-St-Paul - Christophe :
Rue H. Aubry 23 – 064 23 61 19
mr.christophe@hotmail.com

7500 Tournai - Fabien :
Rue des Maux 26 – 069 88 18 04
Fabien.tanase@fgtb.be

7700 Mouscron - Gaëtan :
Rue du Val 3 – 056 85 33 33
gaetan.vanneste@fgtb.be



La Centrale Générale de la FGTB vient de publier une brochure consacrée à la crise.

Nous y analysons 10 thèmes centraux tels que le pouvoir d'achat, l'emploi, les banques, les pensions ou encore le chômage en fonction de la situation telle qu'elle est aujourd'hui et nous proposons nos alternatives.

Ce matériel est complété par un power-point reprenant l'essentiel de cette info.

La Centrale Générale - FGTB

Rue Haute 26-28
1000 Bruxelles

Tél: 02/549 05 41
Fax: 02/514 16 91

Gueric.Bosmans@accg.be
www.accg.be



